Échos de Malo (p. 5)

COMMUNISTES

Université d'été

Besoin de résistance et d'espoir (p. 3)

Vidéo

Fabien Roussel invité de la matinale de Europe1, mardi 30 août

Lamborghini

Les modèles 2022 de la marque automobile Lamborghini, la marque au taureau, dont les prix varient entre 200 000 et 400 000 euros pièce, « s'arrachent comme des petits pains », écrit *Le Figaro*. « Nous avons une très forte demande », confirme le PDG de la firme qui fait partie du groupe Volkswagen. Un carnet de commandes rempli jusqu'en 2024. La société s'offre même le luxe de rééditer « Countach », sa voiture fétiche des années 1970. Pour 3 millions d'euros l'unité. Ils pourraient aussi appeler leur prochain modèle « Abondance », comme un clin d'œil à Macron.✪

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2022 (cliquez)

Je verse : ..... €

"Donner les moyens au PCF d'intervenir"

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

Pour faire connaître vos initiatives, faites le savoir par mail à Léna Mons < lmons@pcf.fr >

Jusqu'au 3 septembre : Collecte et distribution solidaires de fournitures scolaires dans les Alpes-Maritimes. Dépôts des fournitures dans les locaux du PCF : à Nice (6 rue Balatchano) les 25, 26 et 30 août de 10 h à 17 h, à La Trinité (82 bd Général de Gaulle) les 25, 26 et 30 août de 10 h à 12 h. Dons financiers : par chèque (à l'ordre de ADF PCF, inscrire au dos fournitures scolaires) à déposer dans les permanences du PCF ou à envoyer au 6 rue Balatchano, en ligne sur **https://www.helloasso.com/associations/tous-citoyens/collectes/collecte-et-distribution-solidaire-de-fournitures-scolaires**
Distribution des fournitures aux familles : à Nice (6 rue Balatchano) le mercredi 31 août de 14 h à 18 h et le samedi 3 septembre de 10 h à 12 h, à Cannes (40 rue Jean-Gras, bat. Le Cézanne C, Cannes La Bocca) le mercredi 31 août de 14 h à 18 h

4 septembre, à partir de 14 h : Tournoi de pétanque organisé par la section d'Alfortville. 6 € par doublettes. Pré-inscription par mail **pcf.alfortville@gmail.com** Parc des sports du Val-de-Seine (94)

9, 10, 11 septembre : Fête de l'Humanité dans un nouveau site ! Elle se déroulera sur la « Base 217 », au Plessis-Pâté (91). Bons de soutien à 35 € en vente auprès des camarades.

15 & 16 septembre : Journées parlementaires à Moulins (03)

18 septembre, à partir de 10 h : Fête du comité des jours heureux du Clermont-Vallée de l'Hérault. Plusieurs stands, débat sur la situation politique et diverses animations. Prix du repas 13 €, réservation conseillée au 06 70 52 19 32. Salle des fêtes d'Aniane (34)

Jusqu'au 19 septembre : Exposition *Josep Bartoli, les couleurs de l'exil*, sélection de plus de 150 oeuvres. Mémorial du camp de Rivesaltes (66)

30 septembre, à partir de 18 h : Conférence-débat « *Quel sens donner au travail ?* », avec la participation d'un.e membre de la revue Travailler au Futur, d'une psychologue clinicienne spécialisée des questions du travail et d'un·e représentant·e du PCF. Salle Voltaire, Creil (60)

1er & 2 octobre : Fête fédérale des Hautes-Pyrénées, plus d'informations à venir.

1er & 2 octobre : 3e salon du livre et 7e Fête de l'Humanité Sologne, organisés par les Amis de l'Humanité Sologne Romorantin. Villefranche-sur-Cher (41)

22 & 23 octobre : Fête de l'Humanité Bretagne : débats, expositions, concerts, avec notamment Gauvain Sers et les Wampas ... Pass 2 jours 18 € (22 € sur place), gratuit pour les – de 18 ans. Parc des Expositions de Lorient Agglomération (56)

ET AUSSI LA SEMAINE DERNIERE :
JOURNÉE solidaire à la mer organisée par le PCF Nord, à Malo-les-Bains (59), le 25 août
UNIVERSITÉ D'ÉTÉ du PCF à Strasbourg (67), les 26, 27 et 28 août
CONFÉRENCE-DÉBAT « *Communiste avec Marx* », à Saint-Maximin (60), le 31 août

Besoin de résistance et d'espoir

Dans son intervention à l'Université d'été à Strasbourg, samedi 27 août, Fabien Roussel évoque longuement la situation internationale, la crise énergétique et la crise climatique, la question des transports aussi. Extraits ci-dessous de la dernière partie de son propos sur les enjeux politiques de la rentrée.

Notre projet de société, ce n'est pas seulement de résister en désobéissant au capital, à ses relais institutionnels ou économiques. Nous voulons que les travailleurs et les classes populaires comme les classes moyennes, les peuples, s'approprient les pouvoirs partout où c'est nécessaire pour imposer les changements indispensables. Vous savez ce que ça signifie. Il va falloir se mobiliser. Beaucoup. Car le camp libéral, majoritaire en France au Parlement, avec le soutien de l'extrême droite, prépare un tour de vis violent pour les Français. Violent pour les familles populaires, pour la jeunesse, violent pour les services publics dont nous avons pourtant un impérieux besoin, violent pour le monde du travail et de la création.

Le besoin de résistance à cette politique et le besoin d'espoir, d'alternative est plus urgent que jamais pour redresser le pays. Nous y parviendrons à la seule condition que toutes les forces vives du pays qui ont intérêt au changement se mettent en mouvement. Car là se trouve la majorité politique de demain.

Comme ils l'ont fait au plus profond des années noires, avec le programme des Jours heureux, les communistes engagent aujourd'hui toutes leurs forces pour rassembler toutes les forces sociales qui ont intérêt à rompre avec les logiques capitalistes autour de la perspective d'une nouvelle République, sociale, démocratique, laïque et universaliste, qui donne enfin les moyens à la majorité de la France de décider enfin de son avenir, grâce à de nouveaux pouvoirs d'intervention et de décision.

C'est pourquoi, en cette rentrée, je lance un appel à toutes ces forces, aux forces de gauche, aux forces syndicales et associatives. À toutes et tous, je dis : construisons ensemble ce grand mouvement populaire, social et écologique, dont la France a besoin. Regardez d'ores et déjà le mouvement des travailleurs britanniques qui grandit outre-manche. Un mouvement exceptionnel quand on sait les freins à la grève dans ce pays.

Une mobilisation qui montre la force de l'action collective avec l'engagement récent des dockers qui rejoignent les cheminots, les postiers, les éboueurs, les avocats, les employés de l'opérateur télécom BT ou encore de nombreux salariés de la logistique. Certains de ces secteurs n'étaient pas entrés en grève depuis plus de vingt ans.

En France aussi nous avons besoin que le peuple, les travailleuses et les travailleurs, s'en mêlent ! C'est pour cette raison que les communistes soutiennent fortement les journées de mobilisation des 22 et 29 septembre décidées par plusieurs organisations syndicales. J'appelle les communistes à s'investir pleinement pour la réussite de ces deux journées qui marqueront une première étape indispensable de la mobilisation.

Comme je l'ai dit hier, travaillons ensemble, force de gauche et mouvement social, à une réforme progressiste des retraites et obtenons un référendum pour que les Français puissent choisir entre une réforme des retraites justes, sociale, féministe, et une réforme des retraites dures, allongeant le temps de vie au travail, triste pour l'avenir de nos enfants.

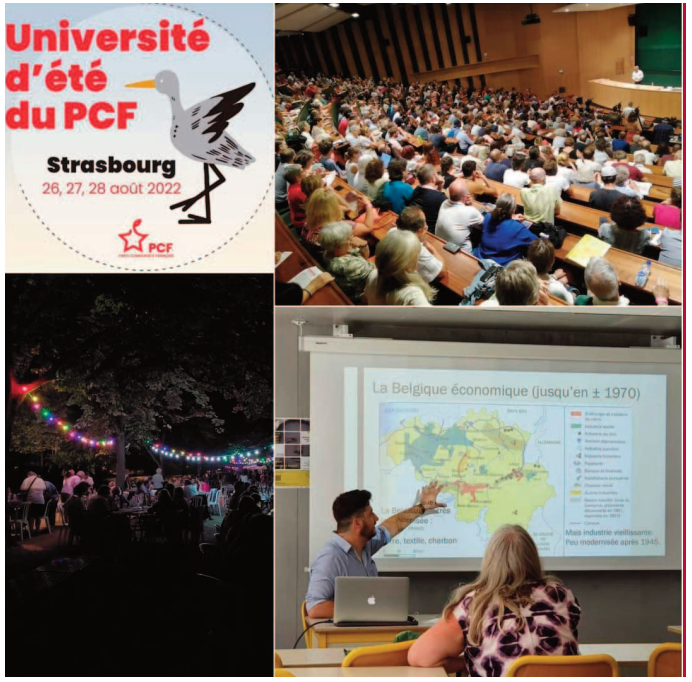
L'heure est à la construction d'un mouvement populaire inédit pour l'éradication du chômage, pour un travail et un salaire digne, pour le déploiement de la République partout et pour toutes et tous, avec le développement des biens communs que sont le climat, la santé, l'éducation, la culture, par de grands services publics et la grande paix humaine.

Et si nous voulons qu'un tel mouvement obtienne des avancées, nous devons montrer que les richesses existent et nous voulons reprendre le pouvoir dessus, sur leur production, sur leur répartition. Nous voulons nous réapproprier nos moyens de production, reconquérir notre souveraineté économique et même politique en nous délivrant des règles terribles de la concurrence libre et non faussé imposée par les traités européens.

Le monde du travail, les salariés doivent participer aux décisions dans les multinationales, dans les banques, dans les secteurs stratégiques de l'économie de l'utilisation de l'argent, qu'il s'agisse des profits des entreprises, des dépenses publiques ou encore du crédit bancaire.

C'est aussi comme cela que nous serons terriblement efficaces pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscale qui continuent de piller notre économie. Exigeons toute la transparence dans la comptabilité de ces grands groupes, et battons-nous pour le prélèvement à la source de leurs impôts, avant que les bénéfices ne partent dans les paradis fiscaux !

C'est notre combat. Je veux m'adresser en particulier à mes camarades insoumis, socialistes et écologistes, à qui je rappelle notre responsabilité : C'est d'abord de permettre aux millions de Français qui veulent le changement de se mobiliser, quelles que soient leurs différences, quelles que soient nos différences.



Nous ne serons pas plus forts en effaçant notre diversité dans une fédération ou un parti unique, ou encore en tentant de chapeauter le mouvement social.

Nous serons plus forts en agissant aux côtés du peuple, des salariés et de leurs organisations syndicales, en contribuant aux mobilisations pour résister à la politique des droites et en menant ensemble, avec les Français, le débat sur les changements à opérer et l'action pour des avancées immédiates, concrètes, qui améliorent leur quotidien.

Ma candidature à l'élection présidentielle que nous avons portée col-

lectivement est d'ailleurs riche d'enseignements. Prenons le temps d'en parler. J'en fais pour ma part un bilan très positif.
Cette campagne présidentielle, je l'entends auprès de vous, nous a permis de faire de grandes avancées, dans nos idées, dans nos rencontres avec les Français, dans notre organisation même. Nous avons enregistré 3 068 adhésions pendant la campagne de mai 2021 à avril 2022 ! La JC et l'UEC se sont renforcées avec plus de 250 adhésions et 13 fédérations créées.
Je croise tellement de Français qui me disent « continuez, tenez bon, vous êtes vraiment différent des autres à gauche ». D'autres encore qui me disent : « On n'a pas voté pour vous mais vous êtes vraiment sympathique ». Mais la prochaine fois, qu'ils votent ! Nous avons eu tellement d'échos positifs de notre campagne des jours heureux, de notre bienveillance, de notre souci de rassembler les Français, sans sectarisme, sans transiger non plus sur nos idées.
C'est cet esprit de rassemblement qui nous a poussés à bâtir cette coalition électorale aux élections législatives et qui nous a permis de gagner collectivement 151 députés dont 22 siègent au groupe communiste et GDR. Bien sûr, cet accord a laissé beaucoup de camarades et de députés potentiels sur le bord de la route. Mais regardons ce que nous avons réalisé pendant ces élections et surtout ce potentiel politique que nous avons gagné avec les Jours heureux !
Nous avons fait grandir dans les têtes l'utilité du Parti communiste, pour la construction d'une alternative politique en rupture avec le capital, autant que pour la construction d'une véritable union populaire !
Le Parti communiste a toujours été dans son histoire et continuera à être un acteur indispensable du rassemblement. C'est ça l'espoir à gauche et pour le monde du travail !

C'est pourquoi je vais proposer aux communistes d'engager un grand Tour de France pour aller à la rencontre des Français, des salariés, des classes populaires et des classes moyennes, des ruraux et des urbains, des salariés, des jeunes et des retraités, pour entamer un dialogue sans tabou, sans détour.
Entrons à nouveau en campagne ! Je vous propose d'organiser dans chaque région des rencontres ou je répondrai à toutes les questions qui me seront posées, en ayant la parole la plus libre qui soit, comme je l'ai fait durant la campagne. On y parlera de tout, surtout de tout ce que les Français veulent parler : travail, guerre, pouvoir d'achat, république, communisme, écologie, jours heureux… Tous les sujets pourront être abordés.
Une parole libre, pour parler de tout, pour parler de vous ! Avec une affiche, un tract pour organiser ces rencontres dont je présenterai le calendrier après la Fête de l'Huma. Je serai sur le gril le temps qu'il faut. Et comptez sur moi pour parler avec franchise et sincérité !
C'est comme cela que nous serons toujours plus forts, que la gauche sera plus forte : en agissant aux côtés du peuple, des salariés et de leurs organisations syndicales, en étant à l'écoute et en phase avec les Français.
Ce sera aussi, pour nous, pour moi, pour toute la direction du Parti, important d'être à l'écoute du cœur battant de la France, en même temps que nous préparons notre congrès.
Un congrès qui doit plus que jamais être tourné vers l'action et le rassemblement ! Dans lequel nous aborderons tous les sujets sans sectarisme et sans naïveté !
Nous devons construire un parti le plus populaire qui soit, le plus rassembleur du monde et le plus influent aussi pour que ça change en France ! Nous voulons gagner, nous voulons prendre le pouvoir au capital ! Alors il y a du boulot !
L'heure est donc à la mobilisation des communistes, partout dans le pays, dans cet objectif. ✪

Construire une très belle Fête de l'Huma

Les 9-11 septembre sont attendues à Plessis-Pâté (Essonne) des centaines de milliers de citoyens à la Fête de l'Humanité. Une belle occasion pour eux de débattre avec les communistes des conditions du changement qu'ils attendent.

« La magie de cette fête, sa réussite, elle repose aussi beaucoup, essentiellement sur vous, sur les bâtisseurs de la Fête, sur les militants communistes qui montent les stands, les tiennent, accueillent avec leur cœur, leur bonhomie, leur générosité, leurs sourires les centaines de milliers de participants. C'est un évènement exceptionnel en Europe, dans notre pays, organisé par un journal et une formation politique.
Cette Fête s'annonce, avec les ventes commerciales, comme un immense succès populaire. Nous devons travailler dans les 15 jours à en faire un grand succès politique avec le meeting sur la grande scène que je tiendrai samedi en fin d'après-midi, vers 18 h, avec les milliers d'adhésions que nous pouvons y réaliser. Ce sera aussi le rendez-vous de toutes les forces de gauche et de très nombreuses forces syndicales et associatives dans des centaines de débats. » ✪

Fabien Roussel à l'Université d'été

À Malo ce 25 août

Fabien Roussel ne perd pas le Nord

À la veille de l'Université d'été du PCF, à Strasbourg, Fabien Roussel n'a pas manqué le traditionnel rendez-vous à Malo-les-Bains (à Dunkerque), pour la journée à la mer organisée par les communistes du Nord. L'occasion d'une répétition pour la rentrée politique du secrétaire national.

La journée à la mer et de la solidarité de Malo, Fabien Roussel connaît bien. La première fois qu'il y a pris la parole, c'était en 2014 alors qu'il était secrétaire de la fédération du Nord du Parti communiste. Cette année-là, c'était sous la présidence de François Hollande, il avait déjà cité le palmarès des 500 plus grandes fortunes françaises publié chaque été par le magazine « Challenge ».
En 2014, rappelle-t-il, ces 500 fortunes totalisaient un patrimoine de 390 milliards d'euros. Elles se plaignaient alors de payer trop d'impôts.

Mettre fin à l'abondance des plus riches

Lorsque le président Macron arrive à l'Élysée, en 2017, ce patrimoine s'élève à 570 milliards. Il a augmenté de 46 %. Mais après cinq ans de présidence Macron, ce chiffre a encore augmenté de 75 %, dépassant les 1 000 milliards d'euros.
En citant cette progression gigantesque, face à un public qui ne peut, le plus souvent, disposer de son droit aux vacances faute de moyens financiers, Fabien Roussel hausse le ton en évoquant la dernière trouvaille d'Emmanuel Macron : « la fin de l'abondance et de l'insouciance ».
« Mais Monsieur le Président, de quelle abondance parlez-vous ? Quelle abondance quand la France compte 12 millions de Français en précarité énergétique, 10 millions de pauvres, 8 millions [qui ont recours] à l'aide alimentaire, 4 millions sont mal logés ? »
Et de s'exclamer encore, sous les applaudissements de la salle : « Pour la grande majorité des Français, ce n'est pas l'abondance. C'est le manque. C'est le frigo vide. Ce sont les vacances dont on est privé. C'est le resto qu'on ne peut payer. Oui, il faut mettre fin à l'insouciance et à l'abondance des plus riches ! »

Profiteurs de crise et de guerre

Ceux qu'il dénonce, entre autres : les champions du luxe, de l'armement, des médias, de l'alimentation et des transports. Et de citer Bernard Arnault, la famille Hermès, Béthencourt, Dassault, Mulliez, Rodolphe Saadé, le patron de CMA-CGM, Besnier, Lactalis. « Il n'ont jamais gagné autant d'argent que pendant la crise, dénonce-t-il. Ce sont eux les profiteurs de la crise ! »
Pour lui, « ce sont ces mêmes grands groupes qui sont responsables de l'inflation, de la spéculation, de la hausse des prix des matières premières. » Profiteurs de crise, voire profiteurs de guerre, ajoute-t-il en leur reprochant leur « indécence » quand « la planète brûle et qu'il y a tant besoin d'investissements dans nos logements, dans les transports, dans l'industrie, dans l'énergie. »

Fort de ce constat, Fabien Roussel rappelle le sens de la campagne lors de l'élection présidentielle et des législatives. « Nos propositions sont toujours d'actualité », affirme-t-il : « hausse du Smic et des salaires, des retraites, investissements dans l'école, la santé, les services publics, reconquête de notre souveraineté énergétique, alimentaire, industrielle, et garantie d'un emploi et d'une formation pour chacun d'entre nous. »
Preuve que la logique des campagnes électorales que les communistes viennent de porter est loin d'être terminée, il remet le paquet sur ce qu'il appelle le « roussellement » qu'il oppose au « ruissellement » de Macron. « Le roussellement, c'est donner de l'argent aux travailleurs, aux retraités, pour que cela ruisselle sur toute l'économie du pays ! »

Taxer les superprofits et développer les transports gratuits

Mais à l'art de la critique, Fabien Roussel n'oublie pas celui des propositions. « Nous proposons, dit-il, de mettre à l'ordre du jour de cette rentrée 2022 une taxe sur les superprofits des grands groupes, une taxe anti-spéculation ainsi qu'un impôt de solidarité exceptionnel sur les grandes fortunes du pays comme sur la spéculation boursière, afin d'alimenter un fonds pouvoir d'achat et climat. » En « arrachant » ainsi au capital 50 milliards d'euros par an et si l'État et la BCE en mettent chacun autant : « ça fait 150 milliards ! Voilà comment nous nous donnerons les moyens de répondre à nos besoins ! »
Autre proposition : développer partout les transports gratuits. « Je propose que tous les salariés, les demandeurs d'emploi, les étudiants, et les retraités bénéficient d'une carte de transport leur donnant accès gratuitement au réseau de TER, de métro et de bus propres en France ainsi qu'à 10 trajets gratuits sur le réseau TGV ! »
Construire les Jours heureux, c'est l'objectif du PCF. Depuis la campagne de la présidentielle et des législatives, « nos propositions sont toujours d'actualité : hausse du Smic et des salaires, des retraites, investissements dans l'école, la santé, les services publics, reconquête de notre souveraineté énergétique, alimentaire, industrielle et garantie d'un emploi et d'une formation pour chacune d'entre nous. Nous ne voulons plus des petits chèques, des petites primes de Macron, on veut vivre dignement et garantir un avenir à nos enfants !! »
Pour soutenir ces propositions, Fabien Roussel conclut en appelant « aux mobilisations les plus larges en cette rentrée 2022, face à cette inflation galopante, contre les superprofits des multinationales, pour la justice sociale et climatique ! Il faudra être nombreux les 22 et 29 septembre prochains à l'appel des organisations syndicales pour obtenir des moyens pour la santé et pour l'augmentation des salaires de tous les salariés. »✪

Philippe Allienne
Rédacteur en chef de Liberté Hebdo

Le plan d'urgence du PCF

À quelques jours de la rentrée, le Président de la République s'est livré à une nouvelle offensive contre l'école publique et les personnels de l'Éducation.

« L'école va mal ». Mais la responsabilité de Macron est grande dans l'aggravation de la crise du système éducatif. La covid a été un révélateur de ces inégalités, mais aussi un prétexte pour renforcer la sélection et le tri social, dégrader les conditions de recrutement et d'exercice des métiers de l'éducation.

Le Président entend instaurer une l'école à minima pour tous et livrer au marché des pans entiers du système éducatif : enseignement privé, cours particuliers, « coaching », loisirs éducatifs privés… Il pourra compter sur la droite et le RN pour accompagner ces mesures.

Cette école « du futur » est la réponse ultralibérale non pas à la crise de l'école mais à celle du capitalisme. Elle vise à servir ses intérêts : livrer au capital le marché du savoir, aggraver le tri social et la concurrence. L'enseignement professionnel est en première ligne.

La crise de vocation dans l'éducation a de réelles causes. La dégradation des conditions de recrutement, la rémunération faible en France comparée aux autres pays de l'UE, les attaques contre les métiers de l'éducation mais aussi le projet libéral pour l'école qui ne répond pas aux besoins et attentes.

Face à cela, le PCF a établi en juillet un plan d'urgence pour l'éducation qui propose à la fois de répondre aux besoins immédiats et d'engager une transformation du système éducatif qui vise la réussite de toutes et tous sans en rabaisser sur l'exigence d'une culture commune de haut niveau. Ce plan affronte directement le projet présidentiel.

Dans la suite de la campagne de Fabien Roussel et des propositions développées durant la campagne, il s'agit de mener une bataille idéologique et politique pour l'éducation en commun en travaillant à des mobilisations à vocation majoritaires et transformatrices.

Cela se traduit par des propositions pour en finir avec le manque de personnels. 30 000 recrutements sont nécessaires, avec en outre le recrutement des listes complémentaires et la titularisation de contractuels exerçant depuis plusieurs années, le prérecrutement d'enseignants à bac + 3 dès la rentrée et un concours spécifique en vue de leur titularisation à bac + 5. Nous visons un haut niveau de formation sur les contenus d'enseignement et aussi en matière de pédagogie, de compréhension de la difficulté scolaire, des inégalités sociales de réussites scolaires, et de gestes professionnels, didactiques et techniques.

Nous proposons également la revalorisation salariale de tous les métiers de l'éducation, la titularisation et le retour au statut de fonctionnaire comme porte d'entrée dans le métier.

Nous voulons en finir avec la sélection-ségrégation :

- abandon de Parcoursup,
- retour à un diplôme national du bac, avec des épreuves communes et l'accès au cursus universitaire de son choix pour tous les bacheliers,
- recruter 10 000 enseignants chercheurs pour accueillir tous les étudiants,
- engager un grand plan de construction et de rénovation des établissements scolaires en lien avec les collectivités.

Il s'agit bien de transformer l'école publique pour qu'elle puisse accomplir ses missions. C'est particulièrement le cas pour l'enseignement professionnel en concurrence directe avec l'apprentissage aux mains du patronat et du privé. Il s'agit de refonder l'école en cherchant à répondre aux besoins de celles et ceux qui n'ont que l'école pour apprendre, et cela sera profitable à tous les élèves.

Il faut refonder un grand service public de l'éducation réunifié, en finir avec la concurrence du privé.

Nous proposons la fermeture des écoles privées hors contrat, la modulation des aides aux établissements privés selon des critères de mixité sociale et de redonner à l'école publique les moyens d'accueillir tous les élèves. Ce qui implique là encore de recruter, de former des personnels sous statut de fonctionnaire pour enrayer la précarisation et la dégradation des métiers de l'éducation.

Il s'agit de redonner du temps à tous les élèves et aux personnels, pour apprendre, se former, pour réussir, pour construire leur orientation et faire des choix réfléchis et choisis. Il faut refonder l'école à partir de la réponse aux besoins de l'élève qui n'a que l'école pour apprendre. Il faut en finir avec des devoirs à la maison qui correspondent à une « externalisation » d'une partie des apprentissages laissés aux soins de la famille ou du privé et produisant des inégalités fortes.

Un tract sera à disposition des fédérations, et un appel au soutien des personnels de l'éducation, parents, lycéens, étudiants qui se mobiliseront dans les semaines qui viennent. ✪

Sébastien Laborde

Collecte et distribution solidaires de fournitures scolaires 2022

Depuis cinq ans, dans les Alpes-Maritimes, un collectif organise la collecte et la distribution solidaires de fournitures scolaires, en lien avec le Secours populaire français.

Chaque année des enfants démunis vont à l'école mais n'ont pas les fournitures scolaires demandées. Leurs parents, souvent sans papiers ou demandeurs d'asile, ne perçoivent pas l'allocation de rentrée scolaire et ne peuvent acheter le matériel scolaire nécessaire pour la rentrée des classes.

L'an dernier, la collecte et les dons ont permis à 315 enfants démunis de recevoir un kit de base de fournitures (cartable, trousse, cahier, stylo, crayon, feutres, gomme, règle, etc.).

Chaque organisation se lance dans l'action concrète et apporte son réseau, ses compétences complémentaires qui mobilise une vingtaine de bénévoles pendant près de 10 jours.

La réunion d'organisation mi-août fait le point des forces et des moyens, et la campagne se met en route.

Deux collectes en lien avec le SPF sont organisées devant les grandes surfaces.

Un appel est lancé tous azimuts dans les réseaux et les médias pour recueillir des fournitures neuves ou en bon état. Les collectes sont organisées dans les locaux du PCF à Nice, Cannes, La Trinité.

Puis les bénévoles font l'état du matériel reçu et déterminent les achats complémentaires nécessaires à la confection des premiers 50 kits maternelle et 80 par niveau primaire, collège et lycée. Chaque enfant repartira avec un cartable et du matériel adapté au niveau scolaire : ardoises, cahiers petits et grands, classeurs, porte-vues, chemises, feutres, surligneurs, matériel de géométrie, colle 24x32, protège-cahiers, grands classeurs et intercalaires, feuilles, stylos, crayons, calculatrices, dictionnaires… à donner le tournis.

Ensuite c'est la confection des cartables selon les niveaux scolaires.

Pendant ce temps, les dons financiers arrivent par virement ou par chèque (à l'ordre de ADF PCF, inscrire au dos fournitures scolaires) déposés dans les permanences du PCF ou envoyés par courrier au 6 rue Balatchano à Nice et dans les associations. Les dons en ligne sont réalisés sur helloasso.

Chaque organisation apporte ainsi sa contribution financière grâce aux dons recueillis. L'an dernier, elle atteignait 2 500 euros. Cette année, l'objectif est déjà largement dépassé ! Malgré les difficultés économiques que rencontrent les familles, la générosité, notamment dans les familles modestes, est toujours au rendez-vous.

Les associations qui, toute l'année, aident les familles à payer la cantine, à faire des démarches pour des droits difficiles à arracher ont relayé l'info avec l'aide des médias très nombreux.

La distribution est annoncée : elle a lieu sur deux jours, les mercredi 31 août et samedi 3 septembre. Et c'est le sourire des enfants…

Eliane Guigo
PCF Alpes-Maritimes

Les organisations participantes

Association pour la démocratie à Nice, Cent pour un 06, Coviam, Habitat et citoyenneté, Parti communiste français, Mots d'ici, Réseau éducation sans frontière, Roya citoyenne, Tous citoyens ! Avec le soutien du Secours populaire français et de la LDH.

La Convention internationale des droits de l'enfant

Cette action fait vivre la CIDE trop méconnue, trop oubliée. Elle lui donne son sens et ainsi c'est encore une fois un bel objectif qui est atteint. Il engage notre responsabilité individuelle et il engage la France, les pouvoirs publics à appliquer leur serment, signé voici plus de trente ans au bas de la Convention internationale des droits de l'enfant.

Rappel de l'article 2 de la CIDE : Les États parties **s'engagent à respecter les droits qui sont énoncés dans la présente Convention et à les garantir à tout enfant** relevant de leur juridiction, sans distinction aucune, indépendamment de toute considération de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre de l'enfant ou de ses parents ou représentants légaux, de leur origine nationale, ethnique ou sociale, de leur situation de fortune, de leur incapacité, de leur naissance ou de toute autre situation.

Quelques chiffres…

15 000 copies doubles classeur. 320 cartables. 1 800 feutres. 1 300 pochettes plastique. 1 200 stylos bleus, 600 noirs. 250 surligneurs. 160 kits de traçage…

COMMUNISTES
2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Yann Henzel, Amado Lebaube, Méline Le Gourriérec, Léna Mons, Rachel Ramadour. RÉDACTION : Gérard Streiff
Mèl : communistes@pcf.fr
RELECTURE : Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

À la Fête, une pétition pour le désarmement nucléaire !

À la base 217, le stand du Mouvement jeunes communistes de France affichera en grand : « On n'obtient pas la paix en préparant la guerre. Stop à l'armement nucléaire ! »

Bien loin d'un discours de « fin du monde », le MJCF est résolu à mobiliser les jeunes pour la paix et le désarmement. Nous sommes convaincus que seule la mobilisation la plus large permettra d'écarter la menace d'une guerre nucléaire.

Dans les allées de la Fête, les jeunes communistes seront déployés pour discuter et faire signer la pétition de la campagne « Pour le désarmement nucléaire, pour la paix : mobilise-toi ! », avec le mot d'ordre « la France doit ratifier le traité d'interdiction des armes nucléaires ! »

Le conflit en Ukraine montre l'urgence de transformer les relations internationales. L'ordre mondial actuel fait s'opposer les puissances impérialistes pour le contrôle des ressources. Le droit international n'est pas respecté et les situations de conflits se multiplient.

Les grandes puissances utilisent l'arme nucléaire comme un outil de chantage et la menace d'un conflit nucléaire est plus que jamais présente.

La dissuasion nucléaire n'a jamais empêché aucune guerre, au contraire. L'agression de la Russie contre l'Ukraine le montre : les armes nucléaires permettent aux pays qui les détiennent de s'autoriser les guerres en ne respectant pas le droit international.

Les armes nucléaires sont dangereuses pour les peuples sur plusieurs générations. Il s'agit des armes les plus destructrices et inhumaines jamais conçues par l'homme.

En 2017, le traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN) a été ratifié par les Nations unies et est entré en vigueur le 22 janvier 2021. Il vise à interdire la production, l'utilisation ou la menace d'utilisation des armes nucléaires. Aujourd'hui il ne s'applique qu'aux États signataires, aucune puissance nucléaire, dont la France, ne l'a ratifié.

Mobilisons-nous pour construire de nouvelles relations internationales faites de coopération et de solidarité, plutôt que de terreur et de prédation !

À noter également : le débat entre le secrétaire général du MJCF, Léon Deffontaines, et la secrétaire d'État chargée de la jeunesse, Sarah El Haïry, sur le stand national du Parti communiste français. Outre ce débat qui s'annonce instructif, le livre de Léon Deffontaines, « Pour que jeunesse se fasse », sort pour la Fête. Il sera en vente sur les stands du MJCF et au village du livre.

Jeanne Péchon

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse : ..... €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL ..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Libérez Salah Hamouri !

Le 7 mars 2022, l'avocat franco-palestinien Salah Hamouri était arrêté lors d'un raid à son domicile. À l'issue d'une période de trois mois, sa détention a été prolongée et rien ne dit qu'il sera libéré le 5 septembre. Spécialisé dans la défense des prisonniers politiques, les autorités israéliennes lui font payer son engagement par un harcèlement de longue date et un acharnement punitif.

Salah Hamouri est incarcéré de manière illégale, au regard du droit international, selon la procédure de la détention administrative qui peut être reconduite arbitrairement de manière indéfinie. Les autorités israéliennes s'en servent désormais pour des arrestations politiques et pour réprimer toutes les libertés.

Actuellement, aucune charge n'a été notifiée à Salah Hamouri. Il ignore ce qui lui est reproché puisque son dossier est tenu secret. De ce fait, il n'est pas traduit devant un tribunal et ne peut pas faire l'objet d'un jugement lui permettant de connaître la fin de sa peine. Près de 650 Palestiniens vivent sous ce régime odieux, dont de nombreux mineurs. Deux d'entre eux ont entamé une grève de la faim, Raed Rayyan et Khalil Awawdeh. Des images photographiques épouvantables circulent sur les réseaux sociaux témoignant d'une dégradation de leur condition de santé.

Par ailleurs, le ministre de l'Intérieur israélien a saisi cette opportunité pour révoquer le statut de résident de Jérusalem-Est de Salah Hamouri afin de l'expulser à jamais de Palestine. Les habitants de cette entité vivent sous un statut précaire et 140 000 d'entre eux en ont déjà été chassés. Depuis des mois, les colons hystérisés par le soutien de l'armée et des autorités y multiplient les provocations, notamment sur l'esplanade des Mosquées, commettant des violences et des assassinats.

Alors que la colonisation s'accélère en Cisjordanie, que les habitants de Gaza vivent dans une prison à ciel ouvert, les dirigeants israéliens, encouragés par l'extrême droite, privent les Palestiniens de tous les droits, eux qui sont ségrégués par des lois, des murs et des postes de contrôle. Leur objectif est d'empêcher la création d'un État palestinien sur l'ensemble des territoires occupés depuis 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale. En Israël même, la loi « État-nation du peuple juif », la spoliation des terres et une kyrielle de lois discriminatoires ancrent un véritable système d'apartheid.

Alors que les pouvoirs qui se succèdent en Israël violent en toute impunité le droit international, avec l'assentiment des États-Unis et le silence de l'Union européenne, la violence coloniale fragmente le territoire et la société palestinienne afin d'empêcher les Palestiniens de se penser comme un peuple.

Cela doit cesser, il faut mettre un terme à ce statu quo et faire grandir notre solidarité avec le peuple palestinien face à l'inqualifiable en exigeant que la France cesse de s'aligner sur la politique d'Israël et prenne une initiative de paix.

L'attitude de Paris n'est pas à la hauteur des enjeux et le silence diplomatique sur le sort de notre compatriote Salah Hamouri est injuste et révoltant.

Le Parti communiste français appelle à la libération de tous les prisonniers politiques palestiniens dont Salah Hamouri. Ce dernier doit retrouver immédiatement toute sa liberté, le droit de vivre dans sa ville natale de Jérusalem-Est avec sa famille, de circuler librement sans restriction et d'exercer sa profession d'avocat.

Alors que l'échéance du 5 septembre approche, nous appelons tous les communistes à construire les rassemblements les plus larges, à encourager toutes les initiatives, en faveur de la justice et de la paix. ✪

Mathilde Caroly
membre de la Commission des relations internationales du PCF
responsable du collectif Palestine du PC